

Chaumont, le 4 mars 2003

DRIRE CHAMPAGNE-ARDENNE

2^{ème} Subdivision de la Haute-Marne
1, boulevard Thiers
52000 CHAUMONT

OBJET Installation classée pour la protection de l'environnement - Aciéries Hachette et Driout - St-Dizier.

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par courrier du 28 février 2003, vous nous avez transmis pour avis, un courrier des **Aciéries Hachette et Driout** du 27 février 2003 relatif au calcul du montant des garanties financières pour l'exploitation d'un crassier de fonderie.

I RAPPEL

I.1 Renseignements sur l'entreprise

- Nom Aciéries Hachette et Driout
- Adresse du site 11, avenue du Général Sarrail - BP n°28
52 101 St-Dizier
- Activité Fonderie d'acier
- Code APE 275.C
- Numéro Siret 377.658.083.00011
- Téléphone 03.25.56.75.00
- Télécopie 03.25.56.54.75
- PDG M. ROBERT-DEHAULT

I.2 Situation administrative

Les Aciéries Hachette et Driout sont autorisées, par arrêté préfectoral n°3058 du 2 novembre 1987 complété par l'arrêté préfectoral n°1802 du 24 mai 1993, à exploiter sur le territoire de la commune de St-Dizier, une fonderie d'acier.

L'entreprise exploite également une décharge de déchets industriels relevant de la rubrique n°167.B de la nomenclature pour une capacité annuelle de 10 000 tonnes.

Une demande d'autorisation d'exploiter relative à la décharge de déchets industriels a été déposée par l'entreprise le 3 juin 1999. Des compléments ont été demandés par l'inspection des installations classées par rapport référencé SHM2/YD/02/3420 du 29 août 2002 et transmis par la Préfecture à l'entreprise le 10 octobre 2002.

La décharge de déchets industriels est située sur le territoire de la commune de St-Dizier sur la parcelle section AM n°277 pp.

Le tonnage stocké sur les terrains était évalué, en 1999, à 260 000 tonnes pour une surface de 35 000 m². Le tonnage annuel mis en décharge est estimé à 10 000 tonnes.

Suite à l'inspection qui s'est déroulée le 14 juin 2002, en vertu de l'article L512.7 du code de l'environnement et de l'article 18 du décret n°77.1133 du 21 septembre 1977 et au vu des éléments présentés dans le rapport de l'inspection des installations classées référencé SHM2/YD/02/371 du 31 juillet 2002, nous avons proposé à Monsieur le Préfet de la Haute-Marne de prescrire à l'entreprise par arrêté préfectoral de mesures conservatoires des intérêts visés à l'article L511.1 du code de l'environnement et après avis du conseil départemental d'hygiène :

- ➡ le stockage des déchets dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution pour l'environnement,
- ➡ la tenue d'un registre déchets et la transmission chaque trimestre à l'inspection des déclarations de production de déchets,
- ➡ la définition des déchets admis sur le crassier,
- ➡ les conditions d'aménagement du crassier (mise en place d'une clôture et d'un fossé drainant, intégration paysagère du site, talutage des versants, ...),
- ➡ la réalisation d'un plan de mise en place des déchets sur le crassier,
- ➡ la réalisation d'un plan de réaménagement devant définir les modalités de couverture finale du site ou de fixer, le cas échéant, un échéancier de résorption des sables,
- ➡ la mise en place d'une surveillance des eaux souterraines,
- ➡ le suivi quantitatif des mouvements de déchets sur le site,
- ➡ et la constitution de garanties financières pour l'exploitation du crassier.

II EXAMEN DE LA DEMANDE

La circulaire du 23 avril 1999 du Ministère chargé de l'Environnement relative aux garanties financières pour les installations de stockage de déchets précise que l'évaluation des garanties financières peut se faire sous deux formes :

- Soit sur la base d'une approche forfaitaire détaillée (prenant en compte les conditions réelles d'exploitation et notamment, les modalités de stockage, la nature des déchets ou les caractéristiques pluviométriques et hydrogéologique du site),
- Soit sur la base d'une approche forfaitaire globalisée.

Pour les installations dont la capacité annuelle est inférieure ou égale à 250 000 tonnes, l'exploitant pourra alors évaluer le montant de ses garanties financières en fonction de l'une ou l'autre des méthodes. En aucun cas, le montant des garanties financières ne pourra être inférieur 381 122,54 Euros (2,5 MF) dans les cas où l'approche forfaitaire globalisée est choisie.

Par courrier du 27 février 2003, les Aciéries Hachette et Driout demandent à Monsieur le Préfet que le montant des garanties financières pour l'exploitation du crassier de St-Dizier soit calculé sur la base de l'approche forfaitaire globalisée.

Les garanties financières sont alors évaluées suivant la formule ci-dessous :

$$GF (MF HT) = t \times 10^{-6} \times (120 - t / 10\,000) + 1,5$$

avec t = tonnage annuel autorisé par arrêté préfectoral.

Le tonnage annuel, pour le site de St-Dizier, est de 10 000 tonnes. Donc :

$$GF (MF HT) = 10\,000 \times 10^{-6} \times (120 - 10\,000 / 10\,000) + 1,5 = 2,69 \text{ MF} = 410\,087,86 \text{ Euros}$$

Le montant des garanties financières pour le site de St-Dizier s'élève donc à **410 087,86 Euros**.

III CONCLUSION

Pour la décharge de déchets industriels exploitée par les Aciéries Hachette et Driout sur le territoire de la commune de St-Dizier, sur la base d'une approche forfaitaire globalisée définie dans la circulaire du 23 avril 1999, le montant des garanties financières s'élève alors à 410 087,86 Euros (soit 2,69 MF).

Aussi, en vertu de l'article L512.7 du code de l'environnement, nous proposons à Monsieur le Préfet de la Haute Marne de prescrire aux Aciéries Hachette et Driout, par arrêté préfectoral de mesures conservatoires et après avis du conseil départemental d'hygiène, les prescriptions définies dans le rapport de l'inspection des installations classées référencé SHM2/YD/02/371 du 31 juillet 2002 (suite à l'inspection du 14 juin 2002) reprenant le montant de garanties financières évalué ci-dessus.

Un projet d'arrêté préfectoral en ce sens est joint au présent rapport.

L'inspecteur des installations classées

signé

VU, ADOPTE ET TRANSMIS

à

Monsieur le Préfet du département de la
Haute-Marne

Châlons-en-Champagne, le

Pour la Directrice et par délégation
Le Chef du Service Régional de
l'Environnement Industriel

signé

Pascal PELINSKI